

Assange traîné hors de l'ambassade «sur ordre du président»

Les preuves explosives venues du camp Trump

Par [Laura Tiernan](#) et [Thomas Scripps](#)
Mondialisation.ca, 23 septembre 2020
[wsws.org](#) 22 septembre 2020

Région : [L'Europe](#)
Thème: [Loi et Justice](#)

Le témoignage de Cassandra Fairbanks, personnalité des médias, a été lu au tribunal hier, apportant la preuve que Donald Trump, le président des États-Unis, a initié et dirigé l'arrestation de Julian Assange en avril 2019 à l'ambassade équatorienne à Londres.

Fairbanks a témoigné qu'Arthur Schwartz, un riche donateur du Parti républicain et allié clé de Trump, lui avait dit qu'on avait enlevé Julian Assange de l'ambassade équatorienne «sur ordre du président». La conversation entre Schwartz et Fairbanks a eu lieu en septembre 2019 et Fairbanks l'a enregistrée.

Schwartz, un visiteur fréquent de la Maison-Blanche et «conseiller informel» ou «fixateur» de Donald Trump Jr, a dit à Fairbanks que c'est l'ambassadeur américain en Allemagne Richard Grenell qui a transmis les ordres du président et qui a négocié un accord avec le gouvernement équatorien pour le renvoi d'Assange. Grenell est actuellement directeur du renseignement national (par intérim), nommé par Trump en février de cette année.

L'avocat d'Assange, Edward Fitzgerald QC, a expliqué l'importance des révélations de Fairbanks, déclarant à la juge Vanessa Baraitser qu'elles étaient «la preuve des intentions déclarées de ceux qui, au sommet, ont planifié les poursuites et l'expulsion de l'ambassade».



Fairbanks, qui écrit pour le site web pro-Trump «Gateway Pundit», est un éminent supporter d'Assange qui a rendu visite au fondateur de WikiLeaks à l'ambassade à deux occasions clés. Son témoignage a été lu hier après-midi sans opposition, et Fitzgerald a expliqué: «Mon ami James Lewis, QC, pour l'accusation, se réserve le droit de dire "parce qu'elle est une partisane de Julian Assange, vous devez en tenir compte dans l'évaluation de son témoignage"». Mais nous disons que [son témoignage] est vrai.»

Compte tenu de ses liens étroits avec des personnalités de l'entourage fasciste du gouvernement Trump, Fairbanks est particulièrement bien placée pour exposer les principaux aspects de la vendetta à motivation politique contre le fondateur de WikiLeaks. Tout au long de l'audience d'extradition, les avocats du gouvernement américain ont affirmé à plusieurs reprises que les accusations portées contre Assange en vertu de la loi sur l'espionnage se trouvent motivées par des «préoccupations de justice pénale» et ne sont «pas politiques».

Les preuves de Fairbanks déchiquent le récit officiel du ministère de la Justice (DoJ) selon lequel Assange a été arrêté le 11 avril 2019 pour «piratage informatique». Dans un appel téléphonique avec Schwartz le 30 octobre 2018, il a clairement indiqué qu'Assange serait arrêté pour se venger politiquement de son rôle dans «l'affaire Manning», c'est-à-dire la divulgation par Chelsea Manning, lanceuse d'alerte de l'armée américaine, des crimes de guerre américains en Afghanistan et en Irak.

«Il m'a également dit qu'ils s'en prendraient à Chelsea Manning», a rappelé Fairbanks à propos de sa conversation téléphonique d'octobre 2018 avec Schwartz. C'est l'une des nombreuses prédictions de l'initié de Trump qui ont été confirmées (Manning a été arrêté à nouveau en mars 2019), Fairbanks concluant: «Il connaissait des détails très précis sur une future poursuite [d'Assange]... que seuls les proches de la situation de l'époque auraient connu.»

Le témoignage de Fairbanks a fourni des preuves effrayantes des plans du gouvernement Trump pour imposer la peine de mort. Lors de son appel téléphonique d'octobre 2018 avec Fairbanks, Schwartz a déclaré qu'Assange ne purgerait «probablement» que la prison à vie, mais il a poursuivi en précisant que «le gouvernement américain a déclaré qu'il ne poursuivrait pas la peine de mort, ce qui aurait empêché le Royaume-Uni et l'Équateur de l'extrader ici.»

Moins de six mois plus tard, quelques heures seulement après l'arrestation d'Assange à l'ambassade, Fairbanks a de nouveau envoyé un message à Schwartz pour lui demander s'il «savait quelque chose». «Il a répondu par une série de messages sur le fait qu'Assange méritait une injection mortelle et que lui et Manning devaient mourir en prison.» De plus, «Il m'a envoyé une série de messages sur la façon dont toutes les personnes impliquées dans WikiLeaks méritaient la peine de mort. J'ai noté dans notre conversation qu'on a reporté que Grenell n'avait obtenu qu'un accord verbal selon lequel on ne cherchera pas de peine de mort. Rien par écrit. La réponse de Schwartz à cela a été de m'envoyer un emoji qui haussait les épaules et il a continué sa tirade sur le fait qu'Assange méritait de mourir.»

Le 7 janvier 2019, Fairbanks s'est rendu à Londres pour avertir Assange des plans des États-Unis de le faire arrêter à l'ambassade et de le faire extradier aux États-Unis. Ils ont discuté calmement, Assange utilisant «une petite radio pour couvrir la conversation». Ils ont

échangé des notes écrites.

Le témoignage de Fairbanks relate les mesures extraordinaires auxquelles ils ont dû faire face lors d'une seconde visite de deux heures le 25 mars. On l'a laissée seule dans une chambre froide pendant une heure entière, tandis qu'on a maintenu Assange à l'extérieur. On l'a soumise à un «balayage complet du corps avec un détecteur de métaux» avant de la laisser entrer. Les deux n'ont eu que deux minutes pour discuter. Fairbanks est ensuite amenée à comprendre la raison de cette visite avortée après que Schwartz «m'a appelé et m'a informé qu'il savait que j'en avais parlé à Assange» lors de la visite précédente.

Le témoignage de Fairbanks donne un aperçu du monde criminel qui entoure la Maison-Blanche. Après que Trump ait licencié le conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, et qu'on a proposé le nom de Grenell comme remplaçant, Fairbanks tweet sur son implication dans l'arrestation d'Assange, ce qui suscite un appel «frénétique» de Schwartz. Schwartz m'a informé qu'en coordonnant le retrait d'Assange de l'ambassade, Grenell l'avait fait sur «ordre direct du président» et que «d'autres personnes qui, selon Schwartz, pourraient également être touchées, y compris des personnes qu'il a décrites comme des "amis de longue date"».

Parmi ces personnes figuraient le patron de Grenell et des Sables de Las Vegas et un allié de longue date de Trump, Sheldon Adelson.

Dans la première moitié de la journée, le professeur Christian Grothoff de la haute école spécialisée de Berne a témoigné de la chronologie des événements qui ont conduit à la diffusion en masse de câbles non censurés du Département d'État américain en septembre 2011. C'est un informaticien expérimenté qui a fait des reportages sur les révélations d'Edward Snowden. Son témoignage a démolit l'affirmation de l'accusation selon laquelle Assange et WikiLeaks étaient responsables de cette divulgation massive.

Grothoff a expliqué que les câbles ont été stockés en ligne par WikiLeaks et «chiffrés avec un code qui les rendait pratiquement inutilisables à quiconque ne possédait pas la clé de chiffrement». C'était, selon lui, une pratique courante lorsqu'il s'agissait de données sensibles trop importantes pour être envoyées entre des parties de confiance par courrier électronique crypté.

Lorsque on a attaqué le site web de WikiLeaks fin 2010, limitant l'accès à celui-ci, des tiers ont commencé à créer des copies du site. Une minorité de ces tiers ont copié les documents cryptés, contrairement aux instructions de WikiLeaks.

L'une des personnes ayant reçu la clé de cryptage de ces documents était le journaliste du Guardian, David Leigh. En février 2011, il a publié avec son collègue du Guardian Luke Harding un livre intitulé WikiLeaks: Inside Julian Assange's War on Secrecy (WikiLeaks: au cœur de la guerre du secret de Julian Assange), dans lequel la clé a été révélée dans son intégralité.

Fin août 2011, le lien entre la clé de Leigh et les documents cryptés affichés sur des copies du site web de WikiLeaks, mais hors du contrôle de WikiLeaks, a été signalé. Les 31 août et 1er septembre, les câbles ont commencé à être publiés sur des sites comme Cryptome et Pirate Bay. Ce n'est qu'ensuite, le 2 septembre, que WikiLeaks a publié les câbles, en expliquant leurs raisons dans un éditorial:

«Les révolutions et les réformes risquent d'être perdues à mesure que les câbles non publiés se répandent dans les entreprises de renseignement et les gouvernements devant le public. Le printemps arabe n'aurait pas commencé de la même manière si le gouvernement tunisien de Ben Ali avait eu des copies de ces publications de WikiLeaks qui ont contribué à faire tomber son gouvernement.»

Le témoignage de Grothoff a mis en évidence le rôle central joué par David Leigh dans ces événements. Il a expliqué: «Pour autant que je sache, M. Leigh était l'un des rares à avoir eu accès à l'ensemble des câbles». Assange, Grothoff a déclaré, sur la base du récit fourni par le propre livre de Leigh, qu'il était «très réticent» à donner cet accès au journaliste du Guardian. Pour étayer ce point, Summers a fait référence à une section du livre de Leigh qui se lit comme suit.

«[Leigh] a demandé à Assange d'arrêter de tergiverser et de lui remettre le plus grand des trophées: les câbles. Assange a dit: "Je peux vous en donner la moitié contenant les premiers 50 pour cent" et Leigh a refusé. Tout ou rien, a-t-il dit. "Que se passe-t-il si vous vous retrouvez en combinaison orange en route pour Guantánamo avant de pouvoir rendre les dossiers complets?" ...Finalement, Assange a capitulé.»

Dans une autre section du livre, à laquelle l'accusation fait référence, Leigh décrit comment «Il a fallu se battre pour sortir ces documents d'Assange.» À peine six mois plus tard, alors que WikiLeaks s'était engagé dans un long processus de publication de documents sûrs et censurés avec des partenaires médiatiques du monde entier, Leigh a publié le mot de passe de la boutique en ligne complète de câbles classifiés et non censurés.

Le père d'Assange, John Shipton, a déclaré devant le tribunal: «Aujourd'hui, l'accusation a essayé de prouver que l'eau monte et descend... La défense a répondu et a démontré de façon concluante que c'était David Leigh [qui a fait en sorte que les câbles non censurés soient publiés]. Nous ne pouvons que conclure, au vu du temps que l'accusation a passé à défendre David Leigh, que David Leigh est un bien de l'État.»

À la fin de la séance du matin, un échange entre la juge de district, Vanessa Baraitser, et les équipes juridiques a montré que d'autres restrictions étaient imposées à la capacité de la défense à présenter ses arguments.

Profitant des retards causés par une éventuelle épidémie de COVID-19 dans la première semaine de l'audience, Baraitser a insisté pour que la défense prépare un calendrier qui permette à l'audience de «se terminer dans les deux semaines». Lorsque la défense a répondu que cela ne laisserait pas de temps pour les conclusions finales, elle a réagi avec enthousiasme à la suggestion de l'avocat de l'accusation, James Lewis QC, selon laquelle celles-ci pourraient être présentées sous forme écrite et résumées en une demi-journée seulement pour l'accusation et la défense. La décision finale sera prise prochainement.

L'audience se poursuit aujourd'hui.

Laura Tiernan et Thomas Scripps

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 22 septembre 2020

La source originale de cet article est [wsws.org](https://www.wsws.org)

Articles Par : [Laura Tiernan](#)
et [Thomas Scripps](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca